

## Réussir la transition énergétique sans Don Quichotte

[Publié le 4 juin 2023 dans La Libre](#)

Bien que la situation militaire en Ukraine reste préoccupante, c'est l'accalmie sur le front des matières premières non renouvelables. Alors que le prix du baril de pétrole aux Etats-Unis dépassait 120 dollars il y a juste un an, il a chuté de 40% et oscille actuellement aux alentours de 70 dollars. La plupart des consommateurs, préoccupés par leur pouvoir d'achat, doivent plutôt s'en réjouir : les vacances arrivent et les budgets seront moins difficiles à boucler si la tendance se poursuit. Il s'agit en réalité d'une mauvaise nouvelle sur le front du combat que nous menons contre la saturation de notre atmosphère en CO2. Un prix du pétrole bas freine l'innovation et le développement de modes alternatifs de production plus respectueux de l'environnement. C'est le même constat pour le gaz que nous avons préféré importer de Russie alors que nous pouvions continuer à produire de l'énergie nucléaire locale et propre, dont nous maîtrisons la technologie.

C'est le résultat d'une posture à la Don Quichotte qui, rappelez-vous, s'était attaqué à des géants maléfiques imaginaires pour finir renversé par la force du vent qui avait fait tourner sa lance prise dans la pale d'un moulin. Nos Don Quichotte modernes ont compris aujourd'hui que les moulins à vent étaient inoffensifs mais ils brandissent désormais leur lance contre la croissance, la technologie, et le grand capital. S'il s'agit non pas de renverser une « superstructure » qu'ils abhorrent mais de réussir la transition énergétique, leur quête d'absolu est vouée à l'échec.

De la décroissance à l'échelle de la planète, il n'y en aura pas. C'est un mythe, un moulin à vent contre lequel nous dépensons une énergie inutile. Tous les habitants de la France et de la Belgique peuvent disparaître de la surface de la terre ou décider de voler en avion toute l'année, cela ne fera aucune différence si l'Inde, le Nigeria, et la Chine ne suivent pas le chemin de la décroissance. Hormis notre moralisme néocolonial, quel exemple à suivre pourrait-on d'ailleurs leur offrir ? Quel est le pays dont la décroissance durable de l'économie s'est accompagnée d'un plus grand bien-être matériel, d'une meilleure éducation et de soins de santé plus performants ? Il existe en revanche de nombreux pays qui réussissent actuellement le découplage entre leur croissance et leurs émissions de CO2. Fait notable, ils ne font pas partie des pays pauvres ou en décroissance.

La décroissance sectorielle, quant à elle, est permanente. Depuis que le marché existe, des secteurs économiques décroissent et des entreprises disparaissent. Il suffit de penser à la sidérurgie et à l'industrie du charbon, qui a tragiquement retrouvé un second souffle l'année dernière grâce aux thuriféraires du mouvement antinucléaire. Les transformations de l'économie sont intrinsèques et elles proviennent le plus souvent de l'innovation technologique.

Positionner une économie sur la frontière technologique, c'est effectivement lui permettre de réaliser des gains d'efficacité et de se transformer plus rapidement que les autres. C'est la manière la plus réaliste d'entrer dans une croissance durable, plus efficace, plus sobre, plus verte. Lorsqu'une économie gagne en efficacité sur le plan technique, elle parvient à produire plus avec les mêmes ressources ou à produire la même chose avec moins de ressources. L'ironie de l'histoire est que ce concept d'efficacité, sans laquelle la sobriété est impossible, avait été très bien expliqué par Adam Smith, philosophe écossais, dans son livre "La Richesse des nations" publié en 1776. Tant décrié par les détracteurs de l'économie de marché, c'est lui qui fut le premier à expliquer en détail l'importance de la division du travail et des gains d'efficacité dont dépendent la richesse d'une nation et donc son niveau de bien-être. Contrairement à ce que la doxa décliniste affirme, richesse et bien-être sont indissociables : les habitants des pays pauvres ne sont pas plus heureux que ceux des pays riches.

L'innovation technologique, source de gains d'efficacité sur le plan technique, est une condition nécessaire à une transition énergétique réussie. Elle n'en reste pas moins insuffisante. Elle doit s'accompagner de comportements plus sobres que nous ne parviendrons pas à promouvoir de manière

durable en prenant des mesures coercitives propres aux climatocraties déclinistes. Il s'agit plutôt de renforcer l'éducation civique que nous offrons à la population, en la rendant notamment plus soucieuse de la biodiversité et du bien-être animal.

Il s'agit aussi de recourir à des incitations économiques telles que Arthur Pigou, le directeur de thèse de John Maynard Keynes, l'avait déjà expliqué il y a plus de 100 ans, en 1920, dans son livre le plus influent, "The Economics of Welfare", où il proposait d'internaliser les coûts liés aux externalités négatives de la pollution par des taxes ou des réglementations appliquées, dans le contexte actuel, à la plus grande échelle géographique possible. Le rôle joué par la diplomatie internationale sera déterminant sur ce plan. Une des pistes consiste à taxer le pétrole davantage qu'il ne l'est actuellement. Sur base historique, en tenant compte de son lien avec la croissance réelle aux Etats-Unis depuis l'après-guerre, le prix du baril du pétrole WTI devrait se situer dans une fourchette comprise entre 100 et 145 dollars à l'heure actuelle.

La bonne nouvelle est que le prix de la tonne de carbone sur le marché européen des permis de pollution négociables a dépassé le seuil des 100 dollars pour la première fois cette année. Ce seuil avait été considéré comme critique dans le rapport Stern de 2006. En France, la loi de transition énergétique pour la croissance verte votée en 2015 prévoyait d'atteindre le montant de 100 euros par tonne de CO2 en 2030. Le FMI avait également indiqué que la plupart des gros émetteurs devraient payer, d'ici 2030, entre 50 et 100 dollars la tonne pour tenir leurs engagements en matière de réduction des émissions de carbone, comme le prévoyait l'accord de Paris. Il y a actuellement environ 40 pays, dont la Chine, qui utilisent des mécanismes de marché pour la fixation du prix du carbone mais le problème est que plus de 3/4 des émissions dans le monde ne sont actuellement pas tarifées. Là encore, les négociations diplomatiques devraient peser davantage.

Cette transition énergétique va exiger des investissements significatifs que les pouvoirs publics, hormis en Allemagne sans doute, ne sont pas capables de réaliser à eux-seuls, même s'ils décidaient de supprimer tous les subsides offerts de manière inconditionnelle, sans rapport avec la transition énergétique. Instaurer une taxation sur le patrimoine financier pour boucher les trous qui ont été creusés depuis 50 ans, est un autre moulin à vent contre lequel nous dépensons une énergie inutile. Qu'on le vénère ou le haïsse, le « grand capital » est mobile et il va falloir l'attirer plutôt que le repousser, notamment pour développer des partenariats public-privé plus efficaces.

Il ne s'agit aucunement d'annoncer des lendemains qui chantent ou qui déchantent. « Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible » écrivait Antoine de Saint Exupéry. Nous le rendrons possible en mobilisant les outils dont l'Histoire a démontré la pertinence. C'est le temps des choix difficiles plutôt que celui des utopies.

Mikael PETITJEAN